



15ème législature

Question N° : 1670	De M. Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise - Bouches-du-Rhône)	Question écrite
Ministère interrogé > Europe et affaires étrangères		Ministère attributaire > Europe et affaires étrangères
Rubrique > politique extérieure	Tête d'analyse > Situation politique du Gabon	Analyse > Situation politique du Gabon.
Question publiée au JO le : 03/10/2017 Réponse publiée au JO le : 14/11/2017 page : 5576		

Texte de la question

M. Jean-Luc Mélenchon attire l'attention de M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la situation politique au Gabon. Il y a un peu plus d'un an, le 27 août 2016, se tenaient les élections présidentielles au Gabon. Le résultat officiel donnait M. Ali Bongo vainqueur du scrutin. De nombreux observateurs et notamment ceux de l'Union européenne ont souligné les fraudes grossières, en particulier dans la province du Haut-Ogooué d'où est originaire M. Bongo. S'appuyant sur les rapports mettant en doute l'honnêteté des résultats, M. Ping, candidat unique de la coalition de l'opposition, n'a eu de cesse d'interpeller la communauté internationale et ses institutions afin d'obtenir les pressions nécessaires au respect de l'expression démocratique du peuple gabonais. Dans le même temps le gouvernement de M. Bongo a multiplié les actes de répression. Dès le 31 août 2017, la garde républicaine gabonaise donnait l'assaut contre le quartier général de M. Ping au prétexte fallacieux qu'il aurait abrité les incendiaires de l'assemblée nationale quelques heures auparavant. Trente morts ont été recensés par les partisans de M. Ping lors de cet assaut. De nombreuses arrestations ont eu lieu, notamment celle du député démissionnaire Bertrand Zibi Abeghe dont le seul crime était d'avoir humilié M. Bongo en lui remettant son écharpe devant les citoyens de sa circonscription. Ces exactions font l'objet d'une plainte auprès de la Cour pénale internationale. La liste des prisonniers politiques n'a eu de cesse d'augmenter ces derniers mois, entre arrestations arbitraires et interdictions de sortie du territoire. On peut citer sans être exhaustif M. Frédéric Massavala, directeur de cabinet de M. Ping, ou de M. Pascal Oyougou, arrêtés ces derniers jours du mois de septembre 2017. Dans le même temps le peuple gabonais souffre de la crise post-électorale, des privations de libertés, de la grave crise économique que subit le pays où le climat politique et social s'aggrave de jour en jour. Dès le 3 septembre 2016, M. le député avait alerté le précédent gouvernement sur la nécessité pour la France d'être attentive au simple respect de la démocratie. Ce n'est que par ce biais que seront renforcés les liens de la France avec le Gabon pour l'avenir. Un an après la question reste la même : il lui demande quelle est la position de la France sur cette situation alors qu'elle entretient une base militaire au Gabon et que des entreprises françaises y ont des intérêts importants.

Texte de la réponse

La France continue de suivre avec attention la situation au Gabon, en particulier s'agissant du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, qui est une composante essentielle de la démocratie. C'est ce message que la France porte dans le cadre de son dialogue avec les autorités gabonaises, à titre bilatéral ou dans le cadre européen. Elle participe ainsi avec ses partenaires européens au dialogue politique intensifié qui se déroule actuellement entre les autorités gabonaises et l'Union européenne, et au cours duquel l'Union européenne a insisté sur la nécessité de faire toute la lumière sur les violences postélectorales de 2016 et réitéré son appel et son appui à



l'organisation d'une enquête indépendante portant sur ces faits. Depuis août 2016, la France a inscrit son action dans une démarche de concertation internationale, et a soutenu le travail de la mission d'observation électorale de l'Union européenne, ainsi que les efforts des Nations unies mais aussi de l'Union africaine en faveur de l'apaisement afin d'éviter de nouvelles violences dont la population aurait été la première victime. La France se tient prête, en étroite concertation avec ses partenaires, à soutenir tous les efforts menés par les Gabonais eux-mêmes en faveur de l'apaisement et de la restauration de la cohésion nationale.